

ÉTUDE ORIGINALE/RESEARCH ARTICLE

La surveillance : un instrument d'évitement de l'intrusion militaire dans le champ politique camerounais

Julio César Dongmo 

Département de science politique, Université de Montréal, Pôle de recherche sur l'Afrique et le monde émergent, 3744, rue Jean-Brillant, Montréal, Québec, Canada, H3T 1P1

Courriel : julio.cesar.dongmo@umontreal.ca

Résumé

Dans la littérature existante, les auteurs associent l'absence et la non-réurrence des intrusions militaires dans le champ politique à la peur des sanctions d'un éventuel échec, à des nominations militaires sélectives sur la base identitaire, à la mise en place de contreponds militaires, à l'institutionnalisation d'un régime de privilèges militaires et au sens de professionnalisme de l'armée. Partant du postulat que les militaires sont des acteurs rationnels dont la loyauté et la fidélité peuvent évoluer en fonction des conjonctures et des « fenêtres d'opportunités » qui se présentent à eux, cet article montre que ces facteurs ont un pouvoir explicatif limité et soutient qu'une surveillance efficace – aussi bien des militaires que des acteurs sociopolitiques qui peuvent leur donner un prétexte d'intrusion dans le champ politique – est le facteur déterminant. Au-delà de la non-occurrence du coup d'État, cette explication contribue à la littérature sur les stratégies de survie autoritaire. Cette littérature met un accent exclusif sur la répression, la cooptation et la légitimation ; or, la surveillance s'entremêle avec ces stratégies, et ce sont leurs effets combinés qui créent les conditions de la persistance autoritaire.

Abstract

In the existing literature, authors associate the absence and non-recurrence of military intrusions into the political arena with the fear of the sanctions of possible failure, selective identity-based military appointments, the establishment of military counterweights, the institutionalization of a regime of military privileges and the military's sense of professionalism. Starting from the premise that the military are rational actors whose loyalty and allegiance can evolve according to the conjunctures and “windows of opportunity” that present themselves to them, this article shows that these factors have limited explanatory power and argues that effective surveillance – of the military and of the sociopolitical actors who can give them a pretext to interfere in the political field – is the determining factor. Beyond the non-occurrence of the coup d'État, this explanation contributes to the literature on the survival strategies of authoritarianism. This literature focuses exclusively on repression, co-optation and legitimization, yet surveillance is interwoven with these

strategies, and it is their combined effects that create the conditions for authoritarian persistence.

Mots-clés: Cameroun; armée; coup d'État; surveillance militaire; surveillance politique

Keywords: Cameroon; army; coup d'État; military surveillance; political surveillance

Introduction

Le coup d'État n'est pas un phénomène récent.¹ Selon les chiffres de *Global Instances of Coups*, environ 491 coups d'État réussis (245) et ratés (246) ont été perpétrés dans le monde depuis 1950 (Powell et Thyne 2024).² Avec 222 cas, l'Afrique détient la palme d'or du plus grand nombre en la matière.³ Elle est aussi le continent le plus touché par le phénomène depuis le début des années 1990 (Geoffroy et Breteau 2023). Ces intrusions militaires dans le champ politique sont mobilisées comme une ressource d'accession au pouvoir. Dans certains contextes, elles ont même contribué, plus que les élections, aux changements de gouvernements (Sharp et Jenkins 2009 : 19). La Guinée-Conakry est un exemple illustratif. Des quatre présidents de la République qu'elle a connus depuis la fin du magistère de Sékou Touré, un seul – en l'occurrence Alpha Condé – est arrivé au pouvoir à la suite des élections compétitives. Lansana Conté s'est emparé du pouvoir après la mort de Sékou Touré. Moussa Dadis Camara a fait pareil à sa mort en 2008. Élu démocratiquement à la suite d'une transition assurée respectivement par Moussa Dadis Camara et Sékouba Konaté, Alpha Condé a été renversé par Mamadi Doumbouya, le 5 septembre 2021.

Toutefois, bien que l'Afrique soit le continent le plus touché, la réalité diffère d'un pays à l'autre (McGowan 2003). Par exemple, dans les 20 dernières années en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire a connu deux tentatives échouées de coup d'État ; et au même moment, le Mali et le Burkina Faso ont fait face respectivement à quatre tentatives, dont trois réussies et une échouée dans chaque cas (Touré et Willemin 2023). Bien plus, certains pays donnent l'impression d'être prémunis contre le phénomène, y compris lorsqu'ils sont travaillés par ses principaux ingrédients. Le Cameroun en fait partie.

L'une des principales conclusions de la recherche sur les coups d'État est qu'ils surviennent plus dans les régimes autoritaires et hybrides que dans les régimes démocratiques (Lindberg et Clark 2008).⁴ Et pourtant, si l'on s'en remet au dernier rapport de *The Economist Intelligence Unit* sur l'état de la démocratie dans le monde, le Cameroun n'est pas une démocratie (2024 : 54). Il y est essentiellement saisi comme un régime autoritaire. Dans le meilleur des cas, celui de *Polity IV* qui mesure la tendance de l'autorité dans les régimes politiques, il est classé comme un régime hybride, c'est-à-dire, comme un régime à cheval entre la démocratie et la dictature.

Une autre conclusion largement partagée est celle selon laquelle les coups d'État sont plus susceptibles de se produire lorsqu'un gouvernement est confronté à une opposition populaire manifeste et généralisée; ces moments étant propices pour la coordination des complotistes (Casper et Tyson 2014 ; Lee 2015 ; Johnson et Thyne 2018 ; Bell et Sudduth 2017). En fait, malgré de nombreux moments d'annonce de la politique par les mobilisations populaires violentes, l'armée ne s'est pas

emparée du pouvoir (Ngniman 1993 ; Nkainfon Perfura 1996 ; Ngayap 1999 ; Bouopda 2017). Bien au contraire, pendant les « années dites de braise » (1990–1992),⁵ elle a même contribué à la répression des « forces du désordre » (terme alors utilisé par le pouvoir pour discréditer les contestataires). Le pays a connu une seule tentative échouée de coup d'État, le 6 avril 1984, et elle n'était pas subséquente à une opposition populaire manifeste et généralisée : elle a été attribuée aux soutiens militaires et politiques de l'ancien président Ahmadou Ahidjo frustrés de la gestion de son successeur Paul Biya, Président de 1982 jusqu'à nos jours.

Enfin, le Cameroun est en ce moment travaillé par une guerre civile à caractère sécessionniste dans sa partie anglophone ; et selon la rhétorique sécessionniste, cette guerre est le corolaire logique de la gouvernance de marginalisation des anglophones mise en place par le pouvoir en place depuis plus de 40 ans. Selon Jun Koga Sudduth (2020), les dirigeants coupables du déclenchement d'une guerre civile sont plus susceptibles de subir des tentatives de coup d'État menées par des personnes extérieures à leur pouvoir (plus encore si la guerre tourne mal, et c'est le cas de la guerre sus-évoquée en illustre son enlèvement). Or, force est de constater qu'après environ huit années de conflit, l'ordre dirigeant mis en cause est toujours en place.

Il se pose dès lors une question, celle de savoir pourquoi les militaires camerounais ne vont pas à l'assaut du pouvoir politique en dépit de l'existence de multiples facteurs explicatifs de la survenance de coups d'État. Nous proposons ici une recherche qualitative tant dans la collecte des données que dans le traitement de celles-ci,⁶ sur ce qui fait sa particularité. Nous soutenons surtout que la surveillance effective est la stratégie utilisée pour éviter l'intrusion des militaires dans le champ politique. Cette surveillance cible non seulement les militaires, mais aussi tous les acteurs sociopolitiques ayant une certaine capacité de mobilisation qui peuvent leur donner un prétexte pour investir le champ politique. Cette surveillance est un instrument de réduction des incertitudes de l'ordre politique en place. Si l'on suit Andreas Schedler (2013), ces incertitudes sont à la fois institutionnelles et informationnelles. D'un point de vue institutionnel, l'emprise sur le pouvoir est un défi constant. Sur le plan informationnel, sans stratégie, il est difficile pour le pouvoir de déterminer avec exactitude son niveau de sécurité. Ainsi, la surveillance contribue à diminuer ces incertitudes. Autrement dit, elle aide à résoudre le problème d'information verticale du régime et par ricochet, est au service de la répression préventive et ciblée de ses adversaires ou ennemis (Xu 2021). Avant de développer l'argument, nous relevons les explications existantes et définissons le cadre théorique de l'analyse.

1. Explications existantes

Dans la littérature spécialisée, on formule plusieurs explications de l'absence ou de la non-réurrence des coups d'État. Taylor (2003 : 246) et Singh (2014 : 6) la lient à la peur des sanctions d'un éventuel échec. Le mécanisme ici mis en relief est la répression. C'est la crainte de celle-ci qui inhibe toute dynamique d'action militaire ou l'émergence de mobilisations sociopolitiques critiques susceptibles de créer les « fenêtres d'opportunités » militaires. Il en découle que les conditions peuvent être réunies et une faible probabilité de succès dissuade les militaires de passer à l'acte.

La non-réurrence des coups d'État est aussi associée à la mise en place de techniques de « *coup proofing* » (Horowitz 1985 ; Quinlivan 1999 ; Roessler 2011 ;

Sudduth 2017 ; De Bruin 2018). L'une des techniques les plus relevées ici est la constitution de contreponds militaires mieux formés, mieux entraînés, mieux équipés et mieux renseignés que les armées régulières. Selon Julien Morency-Laflamme (2017), la mise en place de ces groupes paramilitaires ne va pas de soi. Elle dépend du degré de confiance que le pouvoir en place témoigne à l'égard de l'armée. Il y a recours lorsqu'il ne lui fait pas confiance. Dans le cas contraire, il peut s'en passer.

Un autre facteur mis en relief dans la littérature savante est la gestion ethnique et néopatrimoniale du corps militaire (Jenkins et Kposowa 1992 ; Kposowa et Jenkins 1993 ; Ondoua 2013 ; De Bruin 2018). L'ethnisation s'opère à travers les nominations et les recrutements motivés d'un point de vue identitaire. Dans cette veine, la loyauté et la fidélité militaires au pouvoir politique s'analysent à l'aune de l'appartenance ethnique (Morency-Laflamme 2017 ; Harkness 2016 et 2017). Dans le cadre de la gestion néopatrimoniale, elles résultent de l'institutionnalisation d'un régime de privilèges militaires. D'autres spécialistes, comme Érica De Bruin (2018), lient à juste titre l'efficacité de contreponds militaires à ces incitatives. C'est la crainte de perdre ces privilèges qui motivent leur résistance aux tentatives de destitution militaire du titulaire (De Bruin 2021).

Enfin, une autre interprétation insiste sur le professionnalisme des militaires (Abrahamsson 1972 ; Talla 2001). Selon ses tenants, il est au fondement de la soumission militaire au pouvoir politique conformément à la légalité républicaine.

Bien qu'elles aient un certain pouvoir explicatif, les variables identifiées (la répression, la mise en place de contreponds militaires, l'ethnisation, la néo-patrimonialisation et le professionnalisme) ont des limites. L'argument sur la peur de la répression est muet sur ce qui fonde la conviction de l'échec chez les militaires. L'efficacité des techniques de *coup-proofing* est assez débattue. L'on a d'un côté les auteurs convaincus de son utilité (Frazer 1994 ; Quinlivan 1999 ; Belkin 2005) et, de l'autre côté, ceux qui soutiennent qu'il n'en est rien (Farcau 1994 ; Geddes 2009). Bien plus, dans certains cas, la mise en place de contreponds militaires mieux traités augmente plutôt le risque de coup d'État lié aux frustrations de l'armée régulière (Sudduth 2017). Il en découle que ces techniques de *coup-proofing* ont une efficacité relative (Powell 2012). Ces groupes paramilitaires se retournent parfois aussi contre le pouvoir dont ils sont censés protéger. Si la Garde présidentielle camerounaise est affectée à la sécurité du Président de la République et à la protection des résidences présidentielles (Heungoup Ngangtcho 2011), elle est aussi l'unité de rattachement des auteurs de la tentative de coup d'État du 6 avril 1984 (Nkot 2018 : 199).⁷ En outre, elle n'est pas l'unité militaire camerounaise la mieux formée et la mieux équipée comme indiqué dans la littérature sur les contreponds militaires. C'est le Bataillon d'intervention rapide (BIR) qui remplit ces critères. Certains auteurs considèrent à juste titre qu'il a une fonction latente au-delà de sa mission de défense du territoire : faire face à l'armée régulière si elle est tentée par le pouvoir politique (Heungoup Ngangtcho 2011 ; Ondoua 2013). Ces interprétations se fondent sur deux faits. Tout d'abord, alors qu'il est officiellement rattaché à l'armée de terre, il est dans la pratique autonome dans son commandement sous influence israélienne (Fogué Tedom 2016 : 269–271 ; Dougueli 2015a). Bien plus, ce commandement ne rend pas compte au ministre de la Défense, mais directement au Président de

la République. Enfin, il est désormais impliqué dans les missions de sécurisation du Président de la République et du palais présidentiel (Heungoup Ngantcho 2011).

La gestion ethnique de l'armée a généré, elle aussi, des preuves empiriques contradictoires. Dans certains cas, elle a plutôt favorisé l'effet inverse (l'intrusion militaire dans le champ politique) en raison des frustrations militaires générées lors de la succession ou de l'alternance politique entre individus appartenant à des ethnies différentes (Harkness 2016). Là encore, la tentative manquée de coup d'État du 6 avril 1984 est instructive. Elle est survenue dans une période de transition entre les présidents Ahmadou Ahidjo et Paul Biya ; et était l'œuvre de membres de la Garde républicaine alors constituée majoritairement de ressortissants du groupe ethnorégional du sortant Ahmadou Ahidjo (Biyiti Bi Essam 1984 ; Ondoua 2013 : 196). Elle est survenue à un moment où le successeur était dans une dynamique de promotion des officiers ressortissants de son groupe ethnorégional pour contrebalancer l'influence des officiers originaires du Nord natal de son prédécesseur (Fenkam 2003 : 141). Tout compte fait, dans la mesure où les individus sont des acteurs rationnels, la gestion ethnique du corps militaire n'est pas une garantie absolue contre les défections militaires (Morency-Laflamme et McLaughlin 2020). Sous Alpha Condé en Guinée, la quasi-totalité des chefs de camps militaires était malinkée comme lui (Dessertine et Fofana 2023 : 35), mais cela n'a pas empêché que le coup d'État du 5 septembre 2021 soit l'initiative d'un malinké à savoir Mamadi Doumbouya. Le plus récent coup d'État au Gabon est également illustratif. Le putschiste Brice Clotaire Oligui Nguema est originaire du Haut-Ogooué comme le président déchu Ali Bongo Ondimba.

L'octroi de privilèges n'est pas aussi une garantie absolue contre les coups d'État. Dans une dynamique de maximisation des intérêts, les militaires peuvent succomber à la tentation, si l'occasion se présente, d'obtenir des privilèges plus conséquents que ceux qui leur sont alloués. Il en découle que la loyauté et la fidélité des militaires peuvent être entamées par les dynamiques conjoncturelles et les « *fenêtres d'opportunités politiques* » qui se présentent à eux nonobstant l'appartenance ethnique, l'octroi de privilèges et le professionnalisme. Au Gabon, le putschiste Brice Clotaire Oligui Nguema était un privilégié aussi bien sous le père Bongo (Omar) que sous le fils déchu (Ali) qui lui a succédé en 2009. Il en était de même du colonel putschiste guinéen, Mamadi Doumbouya. Le traitement préférentiel accordé à son unité (le Groupement des forces spéciales) a d'ailleurs engendré un fort ressentiment du reste de l'armée (Dessertine et Fofana 2023 : 35).

À l'analyse, au-delà de la non-occurrence du coup d'État, notre argument sur la surveillance effective contribue à la littérature sur les stratégies de survie autoritaire. Cette littérature met un accent exclusif sur la répression, la cooptation et la légitimation (Davenport 2007 ; Gandhi et Przeworski 2006 ; Gandhi 2008 ; Gerschewski 2013 ; Dukalskis et Gerschewski 2017 ; Von Soest et Grauvogel 2017 ; Frantz 2018 ; Maerz 2020). Or, ces stratégies s'entremêlent avec la surveillance, et ce sont leurs effets combinés qui créent les conditions de la persistance autoritaire.

2. Analyser la non-réurrence comme un construit institutionnel

Partant de l'idée que les véritables raisons de l'absence d'intrusion militaire dans le champ politique camerounais résident dans les fondements sociohistoriques et

politiques de la soumission du corps militaire au politique, nous revendiquons une analyse institutionnelle historique. Selon Peter Hall et Taylor Rosemary (1997), l'institutionnalisme historique⁸ a quatre postulats de base. Premièrement, il prescrit une conception structuraliste de la relation entre les individus et les institutions. Deuxièmement, il met l'accent sur les relations asymétriques de pouvoir entre les acteurs en compétition. Troisièmement, il saisit le développement institutionnel comme une trajectoire dépendante du contexte. Enfin, il préconise le relativisme analytique en faisant notamment du facteur institutionnel, une variable explicative parmi tant d'autres, des développements sociopolitiques.

Sous ce prisme, les institutions renvoient ici aux structures qui collectent et analysent toutes les informations de nature à aider à répertorier les menaces militaires à l'effet de les conjurer avant qu'elles ne prennent des formes concrètes. Formulé autrement, elles renvoient aux structures de renseignement, aux règles et aux procédures formelles et informelles relatives à leur organisation et à leur fonctionnement. C'est leur mise en branle qui crée un rapport de force asymétrique en faveur du pouvoir en termes de dissuasion des militaires à investir le champ politique ou encore d'inhibition de leur capacité à se coordonner pour une action collective. En matière de survie politique, autant les institutions sous-tendent la répression et servent de cadre à la cooptation et à la légitimation autoritaire, autant elles sous-tendent la surveillance. Ainsi, les institutions jouent un rôle central dans la prévention et la survenance des coups d'État (Kim et Sudduth 2021).

La grille d'analyse adoptée nous permet aussi, à travers le concept de la dépendance aux sentiers, de saisir ce qui se passe sous le président Paul Biya à l'aune de ce qui s'est passé sous son prédécesseur Ahmadou Ahidjo. En effet, le passage de témoin entre les deux hommes ayant pris la forme d'un changement dans la continuité, nous présumons que M. Biya pour se maintenir au pouvoir de 1982 à nos jours s'est inspiré des pratiques ou stratégies qui ont gouverné les 22 ans de règne de son prédécesseur, M. Ahidjo (1960–1982). Chef de la police politique des deux hommes, Jean Fochivé souligne à juste titre que les deux régimes ont plus de similitudes que de différences (cité par Fenkam 2003 : 175). En effet, « le régime que dirige le président Biya depuis le 6 novembre 1982 est historiquement, politiquement et administrativement héritier de celui d'Ahmadou Ahidjo » (Fogué Tedom 2016 : 291). Enfin, même si nous soutenons que la surveillance est très déterminante dans la non-occurrence du coup d'État, le relativisme analytique qu'il prescrit commande de ne pas revendiquer une explication monocausale (en raison de la complexité du phénomène), mais de souscrire en fin de compte à une explication multicausale. En effet, la surveillance s'entremêle avec les autres stratégies de prévention des intrusions militaires sus-évoquées. Dès lors, même si elle est déterminante, ce sont les effets combinés de leur entrecroisement qui assurent la non-occurrence du coup d'État. Les liens entre la surveillance et ces autres stratégies sont abordés à la fin de l'argumentation.

3. Qui surveille ? Pourquoi et comment ?

Comme annoncé, la particularité camerounaise en termes de non-récurrence de l'intrusion militaire dans le champ politique réside dans l'efficacité de la mise en branle de la surveillance. Surveiller consiste ici à observer, analyser et démasquer

à l'avance les envieux pour éviter les mauvaises surprises. Il est donc un processus qui commence avec l'expression d'un besoin : l'évitement de l'intrusion militaire dans le champ politique. Les acteurs pouvant incarner ces menaces sont ensuite identifiés et placés de manière permanente dans la ligne de mire des services de renseignements ; lesquels conçoivent et mettent en place des stratégies jugées pertinentes pour scruter leurs faits et gestes.

D'Ahmadou Ahidjo à Paul Biya, ce travail de surveillance permanente en faveur du pouvoir en place a été assuré par le Service des études et de la documentation (SEDOC) créé en 1962, la Direction de la documentation (DIRDOC) créée en 1972, le Centre national de la documentation (CND) créé en 1975, le Centre national des études et des recherches (CENER) créé en 1989 et la Direction générale de la recherche extérieure créée en 1993.⁹ À ceux-ci s'ajoutent les Renseignements généraux (RG) logés à la Délégation générale de la sûreté nationale (DGSN) (Fogué Tedom 2016 : 226).¹⁰ Ces structures sont « allergiques à la contradiction idéologique et à la remise en cause, même démocratique, du pouvoir » (Fogué Tedom 2016 : 361). Elles consacrent l'essentiel de leur fonction de connaissance et d'anticipation au « renseignement de la dissuasion de la subversion de "l'ennemi intérieur" », à la « surveillance d'organisations et de personnalités » redoutées par le pouvoir, et à « la protection du Chef de l'État, de sa famille, de son pouvoir et des institutions de l'État » (Fogué Tedom 2016 : 31, 37 et 279).

Cet habitus sécuritaire est un héritage du logiciel sécuritaire de l'ère coloniale. En effet, du renseignement comme un outil de domination coloniale, l'on a abouti à l'indépendance et en raison du mimétisme institutionnel, au renseignement comme un outil de perpétuation du pouvoir des « indigènes évolués » mis en place par leurs « maîtres civilisateurs ». Ce type de renseignement est au service de la neutralisation des « ennemis intérieurs » des « indigènes évolués adoptés », et surtout, de la préservation des intérêts économiques, géopolitiques et géostratégiques de leurs « maîtres adoptants ». Dans cette dynamique, sous Ahidjo et au nom de la lutte contre la subversion, la notion « d'ennemi intérieur » initialement conçue pour étiqueter les nationalistes résistants, s'est étendue à tous les acteurs sociopolitiques (opposants, intellectuels et citoyens ordinaires) qui exprimaient des vues contraires aux prescriptions du parti unique (Eyinga 1978 ; Delancey 1987 ; Fogué Tedom 2016 : 205). Sous Biya, le même logiciel sécuritaire a poussé les autorités à « surveiller tous ceux qui pourraient troubler leurs plans » (Pigeaud 2011 : 87). Ainsi, la surveillance cible non seulement les militaires, tous les acteurs sociopolitiques ayant une certaine capacité de mobilisation et de nuisance qui peuvent leur offrir le prétexte pour s'emparer du pouvoir.

La surveillance militaire cible en priorité les officiers supérieurs dotés de moyens matériels et logistiques d'action. L'objectif ici est d'éviter qu'ils se servent de ces moyens opérationnels mis à leur disposition pour protéger le pouvoir, pour s'emparer de celui-ci. « Mes services, affirme Jean Fochivé en ce sens, étaient dotés d'un bureau spécialement chargé de la surveillance des officiers et officiers supérieurs militaires dans l'ensemble du territoire national » (cité par Fenkam 2003 : 212). La stratégie consistait à les infiltrer, à les entourer de « gens primitifs et barbares, mais d'une fidélité légendaire » (ce sont ses mots), qui rendent compte deux fois par jour de leurs mouvements. Cette description souscrit bien à la thèse d'officiers politiques loyalistes au sein de l'armée développée par Matthews Austin (2022). En

effet, selon ce dernier, les dirigeants autoritaires détectent les coups d'État en recrutant et en affectant dans les forces armées, les loyalistes chargés de surveiller, de repérer et de signaler les signes de déloyauté dans les rangs.

Démis de ses fonctions dans la foulée de la tentative de coup d'État du 6 avril 1984, Jean Fochivé a été rappelé lors des « villes mortes » du début des années 1990 ; et il lui a été attribué outre le poste de Chef du service de renseignement (CENER), celui de Délégué général à la sûreté nationale (DGSN). Le président « avait besoin d'un fidèle homme de poigne, capable de surveiller l'armée et de calmer une opposition animée par une jeunesse désœuvrée qui ne voulait entendre ni à hue ni à dia », commente-t-il (cité par Fenkam 2003 : 201). Une semaine avant sa nomination, ajoute-t-il, le Chef de l'État lui avait confié lors d'une rencontre que « les militaires prenaient des libertés qui l'inquiétaient » (cité par Fenkam 2003 : 153). Pendant cette conjoncture critique, il était plus préoccupé par la surveillance des militaires que par les mobilisations populaires. Il avait placé sous surveillance rapprochée tous les officiers supérieurs; ce qui lui a permis par personnes interposées, conclut-il, de prendre le contrôle de la police et de l'armée, et de procéder à « une purge au sein de l'administration de l'État » (cité par Fenkam 2003 : 154, 158 et 159).

L'ancien secrétaire général à la Présidence de la République, Jean-Marie Atangana Mebara, livre un témoignage identique dans sa description de M. Biya. En effet, selon lui,

[Il] est un homme de pouvoir qui sait s'organiser pour préserver son pouvoir. Il veille particulièrement à être toujours bien informé ; et en cela, il applique bien cette seconde leçon de Mazarin : “tu dois avoir des informations sur tout le monde, ne confier tes propres secrets à personne, mais mettre toute la persévérance à découvrir ceux des autres. Pour cela, espionne tout le monde, et de toutes les manières possibles” [...] Il est au courant de beaucoup de choses de la vie de ses principaux collaborateurs. (Mebara Atangana 2016 : 246)¹¹

Instituer un système de surveillance a une finalité psychologique : chez les potentiels adversaires et ennemis politiques, il construit et renforce la croyance qu'il est difficile et très risqué d'organiser et de réussir un coup d'État. Cela souscrit à la théorie de la prévention situationnelle, celle selon laquelle la surveillance de la scène d'un éventuel crime augmente la probabilité d'une arrestation en flagrant délit (Deslauriers-Varin et Blais 2019). Au-delà de la surveillance des personnes, cette prévention situationnelle est attentive au contexte.

La surveillance de personnes se greffe aussi à celle des informations et des espaces (Leman-Langlois 2019). Elle est invisible (par opposition à la surveillance visible). Tout est mis en œuvre pour que les personnes ciblées ne décèlent pas les signes concrets et palpables de leur surveillance. À cet effet, les renseignements camerounais utilisent des logiciels espions édités par les entreprises israéliennes capables de pirater tout type de téléphone, de déchiffrer leurs données y compris celles cryptées (Dadoo 2022).¹² La DGRE s'est dotée de matériels d'écoute et d'interception de communications de dernière génération qui lui ont permis de renforcer sa capacité de renseignement électronique (Dougueli 2015b).

Le recours aux espions implique également une surveillance directe (par opposition à celle indirecte). Dans la mesure où les espions sont tenus de procéder à un déchiffrement quotidien des faits et gestes des personnes espionnées et de rendre compte, cette surveillance se veut aussi continue et permanente (par opposition à la surveillance ponctuelle).

En nous appuyant sur la perception qu'avait Jean Fochivé de l'armée, nous émettons l'hypothèse qu'au-delà de la fidélité, l'efficacité de cette surveillance militaire peut être dopée par une certaine dose d'aversion militaire de ceux qui en ont la charge. En effet, il avait une très mauvaise image des militaires : « ce sont des égocentriques [. . .] L'image que je garde d'eux est celle d'un ramassis de brigands musclés et illettrés, commandés par un groupe d'ignares immodestes aux ventres bedonnants et ingrats [. . .] J'ai réussi à nourrir en moi un sentiment profond de rejet et de méfiance vis-à-vis de l'armée » (cité par Fenkam 2003 : 213). Un autre élément présidant à l'efficacité de cette surveillance est la mise en concurrence des agences d'intelligence. Alors qu'elle devrait en principe opérer hors du territoire, la DGRE est implantée dans les dix régions du pays et se livre comme les Renseignements généraux (RG), à la police politique (Fogué Tedom 2016 : 356). Cet empiètement sur le champ territorial de compétence du renseignement intérieur qui incombe aux RG a été institué par le décret n° 098/273 du 22 octobre 1998 portant réorganisation de la DGSN et de la DGRE. En la chargeant de « maintenir la paix au sein [du pays], ceci en faisant respecter la loi », ce texte réglementaire la confine au champ national et ne délimite pas clairement son champ d'action.¹³ Nous émettons l'hypothèse qu'en amenant les deux agences d'intelligence à travailler sur les mêmes questions et dans le même périmètre, le pouvoir en place les inscrit dans une sorte de concurrence pour l'efficacité. Il résout surtout le problème de « contrôle des contrôleurs » en instaurant une dynamique « tout le monde contrôle tout le monde »; ceci d'autant plus que les activités des deux agences sont faiblement coordonnées et elles doivent rendre compte quotidiennement et directement à la présidence de la République.¹⁴ Au-delà de la concurrence pour l'efficacité entre les structures, il y a l'instauration de la concurrence entre les agents. Sous Ahidjo, une liste d'agents les plus performants était régulièrement dressée par le président lui-même et publiée par arrêté présidentiel (Fogué Tedom 2016 : 215–216). Les plus constants étaient Jean Fochivé et Abdoulaye Mouyakan.

À l'observation, la direction des structures responsables de la surveillance des militaires n'est pas confiée aux acteurs issus du même corps, mais aux agents chevronnés de la police et de l'administration civile. Cette pratique est une stratégie d'évitement de la solidarité de corps. Du SEDOC à la DGRE en passant par la DIRDOC, le CND et le CENER, le service d'intelligence a été géré par quatre policiers (les commissaires Jean Fochivé, Samuel Missomba, Bienvenu Obelabout, Maxime Eko Eko), un gendarme (le général Claude Angouand) et un diplomate de formation (Jean-Pierre Ghoumo). Comme le montre le [tableau 1](#) ci-dessous, la DGSN responsable du renseignement général est dominée par les Administrateurs civils et les policiers.

En résumé, la surveillance des militaires est un instrument de neutralisation de tous les ennemis déclarés, ennemis masqués et soutiens douteux au sein du corps militaire. Elle contribue à contrecarrer toute capacité de projection et de coordination des militaires pour le pouvoir. Cette capacité est capitale dans l'organisation, la

Tableau 1 : corps d'appartenance des dirigeants de la DGSN

Période	Titulaire	Corps d'appartenance
2010–en cours	Martin Mbarga Nguele	Police
2009–2010	Emmanuel Edou	Administrateur civil
2004–2009	Edgard Alain Mebe Ngo'o	Administrateur civil
2000–2004	Pierre Minlo Medjo	Police
1997–2000	Luc René Bell	Police et Administrateur civil
1996–1997	Luc Loé	Administrateur civil
1991–1996	Jean Fochivé	Police
1990–1991	François Roger Nang	Juriste
1989–1990	Gilbert Andze Tsoungui	Administrateur civil
1985–1989	Denis Ekani	Administrateur civil
1983–1984	Martin Mbarga Nguele	Police

Source : Compilation originale de l'auteur à partir des recherches faites sur les sites internet de la présidence de la République et de la Délégation à la sûreté nationale (DGSN).

réalisation et le succès d'un coup d'État (Singh 2014). Elle sert à classer, déclasser et reclasser les militaires. Autrement dit, elle peut conduire à l'élévation ou à la déchéance. Dans le premier cas, la fidélité, la loyauté, la docilité et la servilité révélées par la surveillance sont récompensées par les dons, les avancements de grades et la prorogation de l'âge de départ à la retraite. Dans le second cas, elle peut entraîner des sanctions telles que le renvoi de l'armée, l'emprisonnement voire l'exécution pour haute trahison et atteinte à la sûreté de l'État. La disparition ou l'assassinat du Capitaine Guerandi Mbara est un cas illustratif de cette intransigeance ou intolérance du pouvoir lorsque son existence est menacée. Il était l'un des instigateurs du coup d'État manqué du 6 avril 1984. Seul survivant des instigateurs, il s'est réfugié à Ouagadougou où il avait des amitiés solides notamment avec ses anciens condisciples de l'École militaire interarmes (EMIA) de Yaoundé, Thomas Sankara et Blaise Compaoré. Bien que loin du pouvoir de M. Biya, il nourrissait toujours le vœu de le renverser. Le pouvoir en place a tenté de le coopter et il a opposé un refus catégorique. Il en a alors fait « un ennemi public numéro 1 », et les services spéciaux se sont déployés pour sa disparition voire son assassinat (Dougueli 2014 ; Soboth 2019).¹⁵

La surveillance politique poursuit les mêmes objectifs et produit les mêmes effets à la seule différence que ses cibles sont les acteurs sociopolitiques internes et externes au pouvoir dont la mobilisation critique pourrait servir de prétexte aux militaires. En effet, les soutiens et alliés du pouvoir peuvent faire défection et recourir au coup d'État s'ils sont à mesure de l'organiser et si celui-ci leur offre des bénéfices plus conséquents que ceux liés aux postes qu'ils occupent (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 182–183). Il en est de même des anciens alliés ou des opposants au pouvoir. La surveillance politique au sens de collecte, de traitement et d'analyse de toute information jugée pertinente sur les acteurs politiques et les groupes contestataires, vise donc à éviter cette éventualité. Elle est plus serrée pour les adversaires politiques qui ont un poids politique certain et une réelle capacité de mobilisation populaire (Pigeaud 2011 : 87). Elle s'opère à travers l'infiltration et la cooptation.

L'infiltration est mobilisée dans la perspective de déceler les complots avant qu'ils ne se concrétisent, de diviser pour mieux régner ou de faire obstruction à

toute dynamique de mutualisation et de coordination des efforts d'acteurs oppositionnels contre l'ordre dirigeant. Si l'on s'en remet une fois de plus à Jean Fochivé, le stratagème se décline ainsi : on arrête l'homme politique, l'effraie en liant son sort à la seule dénonciation tout en minimisant son rôle, lui propose une protection et une fortune ; et dans la frayeur, il dénonce ses amis, on le relâche, lui donne de l'argent et il devient ce que l'on pourrait appeler un « opposant agent de renseignements » (cité par Fenkam 2003 : 167–168). Le stratagème décrit souscrit au logiciel psychologique « MICE » qui gouverne le renseignement humain.¹⁶ Dans cet acronyme, M = *Money* et renvoie à l'achat d'informations par l'argent ; I = *Ideology* et fait référence à leur obtention en capitalisant sur les valeurs idéologiques de l'informateur ; C = *Constraints* et renvoie à leur acquisition par chantage, intimidation voire torture ; et E = *Ego* et fait référence à leur obtention en capitalisant sur les représentations de soi de l'informateur (Foliard 2008).

L'infiltration ne se limite pas aux personnes et à leur fréquentation, elle cible aussi tous les événements sociopolitiques de remise en cause de la légitimité du pouvoir en place. Un exemple saillant est la convention de la Coordination des partis de l'opposition et des associations à Bamenda au début des années 1990. Pensée comme cadre de concertation, de définition et d'harmonisation des stratégies des oppositions pour contraindre le Président Biya à organiser une conférence nationale souveraine à l'issue de laquelle il devait partir, elle a été infiltrée par des agents à la solde de Jean Fochivé dont la mission était de « faire le plus possible de désordre afin d'empêcher le bon déroulement de la convention » (Fenkam 2023 : 54). Dans le même sens, lors de la Tripartite, choix politique opéré par le pouvoir en lieu et place de la conférence nationale souveraine exigée par les oppositions, les faits et les gestes des leaders de cette Coordination étaient scrutés de près par les agents du service de renseignement (Ngayap 1999 : 86 ; Fenkam 2023 : 67).

La cooptation répond à une autre logique : celle de se servir du pouvoir de donner accès aux privilèges que l'on possède pour retourner un adversaire voire un ennemi en sa faveur et par ricochet, le rapprocher de soi pour mieux le contrôler. Elle est aussi au service de la division pour bien régner. Ce fut le cas par exemple d'Antar Gassagay en marge des négociations entre le pouvoir et la coordination des oppositions à la Tripartite de 1991.

À l'observation, les élites cooptées viennent d'horizons identitaires différents. Cette inclusion sélective aide à atténuer l'incidence de l'exclusion ethnique dans le management des postes-clés aussi bien dans l'armée que dans l'Administration publique en général. En effet, l'exclusion dans la gestion du pouvoir politique de groupes statistiquement et politiquement importants augmente la probabilité de survenance d'un coup d'État (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 54–56). La distribution dosée de postes tant au niveau du gouvernement que des entreprises parapubliques participent donc de la constitution et de l'entretien du vaste réseau de fidélités et de loyautés au-delà de sa communauté d'origine. En s'adjugeant le « haut », elle vise à travers les logiques clientélistes et d'avantages, à s'assurer aussi le soutien du « bas » ; ce qui contribue à limiter les dynamiques de mobilisation populaire généralisée qui pourraient avoir raison du pouvoir en place. En effet, les cooptations confèrent à leurs bénéficiaires une certaine notabilité sociale, et en capitalisant sur les privilèges liés à ce statut, ils construisent des clientèles ou réseaux de soutien au pouvoir en place (Belinga Zambo 2010 : 74).

Cela constitue une ressource de survie aux conjonctures critiques s'ils s'appuient sur des partis politiques à la fois bien structurés et bien implantés d'un point de vue territorial (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 189–190). Le parti au pouvoir, RDP, est solidement implanté sur le territoire national. Les élites cooptées sont très souvent les dirigeants de partis politiques ayant un poids électoral régional plus ou moins conséquent. S'appuyer sur ces « organisations de soutien civil » est une stratégie pour contrebalancer le poids de l'armée (Frazer 1994 ; Geddes, Wright et Frantz 2018 : 102). Concrètement, cela contribue à limiter la dépendance au soutien militaire. En effet, il est difficile pour les militaires de démettre un leader qui a une bonne cote de popularité (Brooker, 1995 : 111). « Pour qu'un coup d'État réussisse, il est important que ceux qui n'y participent pas le soutiennent, restent passifs ou soient neutralisés » (Sharp et Jenkins 2009 : 21). Or, avoir une base de soutien civil augmente plutôt les probabilités de mobilisation populaire de délégitimation de l'intrusion militaire dans le champ politique. Le soutien civil prend dès lors la forme d'une stratégie de dissuasion de ceux qui seraient tentés par le coup d'État (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 103). En fait, à la légitimité sociale dont ont besoin les putschistes, il oppose une défiance et donc, une illégitimité à gouverner (Sharp et Jenkins 2009 : 44–46).

Avoir cette base de soutien civil est aussi une stratégie de collecte des renseignements sur les adversaires politiques. Bref, elle peut aider à mettre sur pied un large réseau d'espionnage de masse et donc, à limiter encore plus la capacité de mobilisation et de communication des potentiels comploteurs (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 104). L'une des conditions pour que le parti ait une telle emprise est qu'il soit dirigé par le leader ou ses proches ; ce qui lui permet d'avoir une bonne maîtrise de son organisation et de son fonctionnement (Geddes, Wright et Frantz 2018 : 107–108). Le Président Biya est le président national du parti au pouvoir, RDP, depuis sa création en 1985. C'est le cas également de la majorité de leaders politiques qu'il a cooptés.

Cependant, le président Biya n'a pas la même conception du rapport militaire-activité politique que son prédécesseur Ahmadou Ahidjo. Lors d'une réunion du 26 août 1965, le président Ahidjo avait acté l'implication des militaires dans les activités politiques. Il en a résulté une mise en place de « comités de vigilance » inféodés au parti unique. Il s'agissait de

Structures de « vigilance-renseignement » très cloisonnées, chargées de collecter du renseignement qui était ensuite transmis à des sortes de deuxième bureau du parti pour analyse, recoupement et exploitation. Ces deuxièmes bureaux, également chargés de l'instruction, de la manipulation et du retournement des agents ennemis, étaient placés sous l'autorité d'un « bureau central » de renseignement. (Fogué Tedom 2016 : 222)

En ce qui concerne M. Biya, il éloigne les militaires de la politique en leur ouvrant les pans importants de l'économie nationale (Pigeaud 2011 : 67 ; Fogué Tedom 2016 : 269).

Le parti au pouvoir et ceux alliés sur lesquels s'appuie l'ordre dirigeant pour avoir une base de soutien civil se financent grâce à un « rançonnement protecteur » des élites bureaucratiques-administratives et économiques cooptées (Belinga Zambo

2010 : 82). À l'observation, ces élites bureaucratiques-administratives « convertissent les biens publics dont elles ont la charge en capital du parti, ou instrumentalisent leur poste pour en engranger des bénéfices par la suite dirigés vers le parti » (Belinga Zambo 2010 : 81). L'enjeu en procédant ainsi est de satisfaire les besoins financiers des partis pourvoyeurs de leurs postes de responsabilité.

Cela vaut aussi pour les élites économiques cooptées, lesquelles bénéficient des faveurs du pouvoir en termes d'attribution clientéliste de marchés publics et d'exonération fiscale. Elles versent aux partis une partie de la cagnotte que leurs positions préférentielles leur ont permis d'engranger. Leur cooptation (parfois sous la contrainte en raison de la menace implicite de redressements fiscaux s'ils ne s'y résolvent pas) et l'octroi de privilèges visent à se prémunir des coups d'État orchestrés sous leur impulsion lorsque leurs intérêts sont menacés (Acemoglu et Robinson 2001). M. Biya ne se contente pas de les coopter et de faciliter leurs affaires. Certains occupent même des positions stratégiques au sein de son parti. La liste est longue. Nous citerons ici les cas d'El Hadj Nana Bouba, de Mohamadou Abbo Ousmanou, d'Onobiono James, de Fotso Victor, de Sohaing André, et de Kadji Defosso. Ils ont été (pour les morts) ou sont (pour les vivants) membres du comité central du parti au pouvoir. Dans chacun des cas cités, chaque élite s'inscrit dans une sorte de course pour montrer au pouvoir qu'il peut compter sur elle et la clientèle communautaire qu'elle a domestiquée grâce aux faveurs et privilèges qui lui sont octroyés.

Enfin, surveiller consiste aussi à collecter des informations sur tous « les sales coups » des alliés et opposants du pouvoir dans la perspective, s'ils veulent changer de camp ou s'ils menacent vraiment le pouvoir, de s'en servir pour les neutraliser. Dans un tel cas, la fidélité, la loyauté, la docilité et la servilité sont, pour les alliés, un moyen à la fois de soutien de l'ordre établi et d'évitement de la déchéance. Pour les opposants, cette façon de faire vise à atténuer leur ardeur dans la confrontation avec le pouvoir, voire à les domestiquer.

4. La surveillance : un facteur déterminant qui s'entrecroise avec d'autres facteurs

Comme indiqué ci-dessus, revendiquer une démarche monocausale qui consiste à présenter la surveillance comme l'unique cause de l'absence ou de la non-réurrence de l'intrusion militaire dans le champ politique reviendrait à sous-estimer la complexité de celle-ci. Même si elle est déterminante, elle interagit avec d'autres facteurs présentés dans la littérature à savoir la peur de la répression, l'octroi de privilèges, les nominations sélectives sur la base identitaire et la mise en place de contrepoids militaires.

La répression n'est pas seulement une conséquence de l'échec de la tentative de putsch. Elle découle aussi du travail de surveillance. De même, l'octroi de privilèges dans la perspective d'obtenir la fidélité et la loyauté ne se limite pas aux militaires et aux paramilitaires. Ils sont aussi alloués aux agents de surveillance dans le même but et surtout dans l'optique d'inciter leur performance. Abel Eyinga note à juste titre qu'ils « bénéficient d'indemnités spéciales, de primes diverses en argent, des avantages en nature et de beaucoup d'autres faveurs présidentielles non prévues par les textes en vigueur » (1978 : 32). La surveillance est aussi un instrument au

Tableau 2 : origine ethnorégionale des dirigeants de la DGSN

Période	Titulaire	Appartenance au groupe ethnorégional du président
2010–en cours	Martin Mbarga Nguele	Oui
2009–2010	Emmanuel Edou	Oui
2004–2009	Edgard Alain Mebe Ngo'o	Oui
2000–2004	Pierre Minlo Medjo	Oui
1997–2000	Luc René Bell	Oui
1996–1997	Luc Loé	Non
1991–1996	Jean Fochivé	Non
1990–1991	François Roger Nang	Oui
1989–1990	Gilbert Andze Tsoungui	Oui
1985–1989	Denis Ekani	Oui
1983–1984	Martin Mbarga Nguele	Oui

Source : Compilation originale de l'auteur à partir des recherches faites sur les sites internet de la présidence de la République et de la Délégation à la sûreté nationale (DGSN).

service du contrôle de groupes paramilitaires constitués comme contrepoids à l'armée afin qu'ils ne se retournent pas, comme récemment au Niger et au Gabon, contre le pouvoir dont ils sont censés assurer le maintien. Enfin, les nominations à la tête des structures de renseignement n'échappent pas à la dynamique identitaire ou ethnique. Du SEDOC à la DGRE, quatre des six chefs de ce service d'intelligence sont issus du même groupe ethnorégional que le Chef de l'État. Il s'agit de Samuel Missomba, de Claude-Lambert Angouand, de Bienvenu Obelabout et de Maxime Eko Eko. Bien qu'il ne fasse pas partie du même groupe, Jean Fochivé était reconnu pour sa fidélité légendaire. C'est d'ailleurs cette qualité qui avait commandé son maintien à la tête du SEDOC, sur recommandation du chef du renseignement extérieur français, Maurice Robert, lors de l'accession au pouvoir de M. Biya et son rappel au service au début des années 1990 (Fogué Tedom 2016 : 221). Comme le montre le [tableau 2](#) ci-dessous, le critère identitaire gouverne aussi la sélection des dirigeants de la DGSN responsables du renseignement général. Entre 1983 et aujourd'hui, huit des dix chefs de cette structure sont issus du même groupe ethnorégional que le Président de la République.

Conclusion

Dans cet article, nous avons entrepris d'expliquer pourquoi les militaires camerounais ne vont pas à l'assaut du pouvoir politique malgré l'existence de tous les ingrédients identifiés par les chercheurs pour que cela se produise. Nous soutenons que cela est le résultat d'une mise en branle efficace de la surveillance par les services de renseignement. En tant que mécanisme de collecte et de traitement de toutes les informations nécessaires pour démasquer les envieux avant qu'ils ne passent à l'acte, cette surveillance cible non seulement les officiers militaires ayant une certaine capacité opérationnelle, mais aussi tous les acteurs sociopolitiques ayant une réelle capacité de mobilisation qui peuvent leur donner un prétexte pour intervenir. Elle mobilise des moyens à la fois humains et matériels et s'entremêle avec d'autres stratégies telles que la cooptation, l'octroi de privilèges, la répression, les nominations à base identitaire, la formation et l'entretien de contrepoids militaires. Même si elle est déterminante, ce sont *in fine* les effets combinés de

son croisement avec ces autres stratégies qui créent les conditions de la non-occurrence du coup d'État.

Si cette surveillance participe d'une dynamique, celle de réduire les risques de survenance du coup d'État, elle a aussi un effet pervers. Elle instaure une atmosphère de suspicion et de peur permanentes. Cela est susceptible d'induire une inaction des acteurs politiques et de la société civile. Aussi, en confinant les services d'intelligence au renseignement politique, elle les érige en un instrument non pas de défense des intérêts fondamentaux de l'État et de la Nation, mais de maintien d'un ordre politique et d'un homme au pouvoir (Fogué Tedom 2016).

Enfin, notre analyse s'est limitée aux dynamiques du « dedans ». Un certain faisceau de faits nous renseigne cependant qu'il existe les dynamiques du « dehors » – lesquelles dynamiques peuvent d'ailleurs se mêler et s'entremêler avec celles internes. Il est question ici, entre autres, de l'implication de certains acteurs étrangers dans la surveillance en tant que fournisseurs de logiciels espions et de la collaboration en vue du partage de renseignements, avec certains services d'intelligence étrangers.

Notes

1 Je tiens ici à remercier les deux évaluateurs anonymes. Leurs précieux commentaires ont été d'une utilité inestimable. Je remercie également Marie-Joëlle Zahar et son groupe d'étudiants dont je fais partie. Je pense ici à Emma Limane, à Daphnée-Sarah Ferfache, à Aboubakar Sidiki Sylla, à Emma Donnaint, et à Gabrielle Longin. Ils ont nourri ma réflexion sur cette recherche lors d'une discussion de groupe. Enfin, je remercie Abdou Rahim Lema Mohammed pour la relecture.

2 Les résultats du projet initial sous le titre « Global instances of coups from 1950 to 2010 : A new dataset » ont été publiés en 2011. Ces données sont régulièrement mises à jour.

3 L'Amérique latine suit avec 146 coups d'État, l'Asie de l'Est avec 49, le Moyen-Orient avec 44, l'Europe avec 17 et l'Asie du Sud avec 16.

4 Les jeunes démocraties sont cependant plus vulnérables au coup d'État que les anciennes démocraties et les régimes autoritaires civils. Cette vulnérabilité est toutefois limitée en cas d'augmentation des dépenses et privilèges militaires (Powell et al. 2018).

5 Ces années ont été gouvernées par de violentes mobilisations populaires sous la houlette d'une coordination des partis de l'opposition et des organisations de la société civile qui réclamait l'instauration de la démocratie.

6 Il s'agit plus précisément ici d'une recherche documentaire. Les données utilisées sont essentiellement issues de documents primaires et secondaires.

7 Au moment des faits, elle était appelée « Garde républicaine ». Cette dernière a été dissoute à la suite de la tentative du coup d'État et la Garde présidentielle a été créée en 1985.

8 Il est l'une des trois sous-variantes du néo-institutionnalisme que Hall et Rosemary (1997) identifient. Les deux autres sous-types sont l'institutionnalisme du choix rationnel et l'institutionnalisme sociologique. Arguant que ces trois variantes du néo-institutionnalisme ne tiennent pas assez compte des idées et des discours des acteurs, Vivien Schmidt (2010) suggère une quatrième variante à savoir l'institutionnalisme discursif.

9 Dans la pratique, il s'agit d'un même service. Seule l'appellation a évolué dans le temps.

10 Avant la création du SEDOC, la surveillance au bénéfice du président Ahidjo était assurée par le BEDOC (Bureau de documentation du Haut-commissariat) puis les BMM (Brigade mixte mobile de recherche et d'exploitation opérationnelles), tous associés au renseignement extérieur français (Fogué Tedom 2016 : 214).

11 À l'observation, cette dynamique de surveillance systématique pour être toujours informé sur ses collaborateurs n'est pas propre au Cameroun. À propos de Félix Houphouët Boigny qui a gouverné la Côte d'Ivoire de 1961 à sa mort en 1993, le journaliste politique Faustin Toha (2008 : 29) écrit : « [il] est le seul à avoir compris qu'il n'y a pas d'État en sécurité sans un service de renseignements doté de

véritables moyens. Ses connexions allaient au-delà du palais présidentiel, pour infiltrer le camp inverse. Fait notable, [il] avait fini par espionner tous ses collaborateurs ».

12 Le Cameroun est aussi soupçonné de s'être doté de logiciels espions de surveillance massive auprès d'Altrnavit, éditeur de logiciels spécialisés dans la cyberdéfense et la cybersécurité ; logiciels capables de surveiller les communications sur internet à grande échelle, de surveiller les téléphones sur environ 10 km de distance (Braun 2022). Les autres pays soupçonnés dans cette enquête menée par la journaliste de *Politico*, Elisa Braun, sont le Bénin, le Tchad, les Comores, le Gabon et le Congo.

13 Le champ d'action de la DGSN est, en revanche, bien délimité. Elle est chargée de la surveillance du territoire, des renseignements généraux et du contre-espionnage au niveau national.

14 Au-delà des mécanismes internes de surveillance des surveillants, il y a le recours aux services d'intelligence étrangers pour assurer la tâche. Mais, dans ce cas, le dirigeant perd une certaine autonomie.

15 L'emploi simultané des mots « disparition » et « assassinat » est lié au fait que son corps est introuvable depuis le moment supposé des faits (janvier-février 2010).

16 Ce renseignement humain vient renforcer le renseignement électromagnétique fait à partir des logiciels espions et des autres outils technologiques jugés pertinents.

Bibliographie

- Abrahamsson, Bengt. 1972. *Military Professionalization and Political Power*. Beverly Hills: Sage Publications.
- Acemoglu, Daron, et James Robinson. 2001. « A Theory of Political Transitions ». *American Economic Review* 91 (4): 938–963.
- Belinga Zambo, Joseph-Marie. 2010. « Corruption, communautarisme, quête de notabilité et éthos social au Cameroun. Une asymétrie entre la rhétorique officielle et les pratiques au quotidien ». Dans Dominique Darbon (dir.), *Le comparatisme à la croisée des chemins* (pp. 75–85). Paris: Karthala.
- Bell, Curtis, et Jun Koga Sudduth. 2017. « The Causes and Outcomes of Coups during Civil War ». *Journal of Conflict Resolution* 61 (7): 1432–1455.
- Biyitti Bi Essam, Jean-Pierre. 1984. *Cameroun: Complots et bruits de bottes*. Paris: L'Harmattan.
- Bouopda, Pierre Kamé. 2017. *Cameroun, les crises majeures de la présidence Paul Biya*, Paris : L'Harmattan.
- Braun, Elisa. 2022. « Destination Afrique : la cybersurveillance au service des dictateurs ». *Politico*, le 7 décembre. <<https://www.politico.eu/article/destination-afrique-la-cybersurveillance-au-service-des-dictateurs/>>.
- Casper, Brett, et Scott Tyson. 2014. « Popular Protest and Elite Coordination in a Coup d'État ». *Journal of Politics* 76 (2): 548–564.
- Craig, Jenkins, et Augustine J. Kposowa. 1992. « The Political Origins of African Military Coups: Ethnic Competition, Military Centrality, and the Struggle over the Postcolonial State ». *International Studies Quarterly* 36 (3): 271–291.
- Dadoo, Suraya. 2022. « En Afrique, Israël appuie sa diplomatie sur les logiciels espions ». *Afrique XXI*, le 12 septembre. <<https://afriquexxi.info/En-Afrique-Israel-CC%88l-appuie-sa-diplomatie-sur-les-logiciels-espions>>.
- Davenport, Christian. 2007. « State Repression and the Tyrannical Port ». *Journal of Peace Research* 44 (4): 485–504.
- De Bruin, Erica. 2018. « Preventing Coups d'État: How Counterbalancing Works ». *Journal of Conflict Resolution* 62 (7): 1433–1458.
- De Bruin, Erica. 2021. *How to Prevent Coups d'État. Counterbalancing and Regime Survival*. Ithaca: Cornell University Press.
- Delancey, Mark W. 1987. « The Construction of the Cameroon Political System: The Ahidjo Years, 1958–1982 ». *Journal of Contemporary African Studies* 6 (1–2): 3–24.
- Deslauriers-Varin, Nadine, et Etienne Blais. 2019. « La prévention situationnelle ». Dans Cusson, Maurice, Olivier Ribaux, Etienne Blais et Michel Max Raynaud (dir.), *Nouveau traité de sécurité. Sécurité intérieure et sécurité urbaine* (pp. 281–292). Québec : Éditions Hurtubise.
- Dessertine, Anna, et Kabinet Fofana. 2023. « Loyautés et trahisons militaires. Une lecture spatialisée des relations de pouvoir au sein de l'armée guinéenne ». *Politique africaine* 169 (1) : 33–52.
- Dougueli, Georges. 2014. « Mbara Guérandi : enquête sur une affaire d'État camerounaise ». *Jeune Afrique*, le 22 septembre. <<https://www.jeuneafrique.com/44398/politique/mbara-gu-randi-enqu-te-sur-une-affaire-d-tat-camerounaise/>>.

- Dougueli, Georges. 2015a. « Cameroun : Paul Biya sous protection israélienne ». *Jeune Afrique*, le 19 novembre. <<https://www.jeuneafrique.com/mag/276021/politique/cameroun-paul-biya-sous-protection-israelienne/>>.
- Dougueli, Georges. 2015b. « Les grandes oreilles de la DGRE ». *Jeune Afrique*, le 21 septembre. <<https://www.jeuneafrique.com/mag/264025/politique/cameroun-les-grandes-oreilles-de-la-dgre/>>.
- Dougueli, Georges. 2023. « Au Cameroun, l'histoire secrète de la DGRE ». *Jeune Afrique*, le 17 mars. <<https://www.jeuneafrique.com/1427913/politique/au-cameroun-lhistoire-secrete-de-la-dgre/>>.
- Dukalskis, Alexander, et Johannes Gerschewski. 2017. « What autocracies say (and what citizens hear): Proposing four mechanisms of autocratic legitimation ». *Contemporary Politics* 23 (3): 251–268.
- Duzor, Megan, et Brian Williamson. 2024. « En chiffres: les coups d'État en Afrique ». *La Voix de l'Amérique*, reportage spécial. <<https://projects.voanews.com/african-coups/french.html>> (consulté le 12 octobre 2023).
- Eyinga, Abel. 1978. *Mandat d'arrêt pour cause d'élections : de la démocratie au Cameroun (1970–1978)*. Paris: L'Harmattan.
- Farcou, Bruce W. 1994. *The Coup: Tactics in the Seizure of Power*. Westport: Praeger.
- Feaveri, Peter D. 1999. « Civil-military Relations ». *Annual Review of Political Science* 2 (1): 211–241.
- Fenkam, Frédéric. 2003. *Les révélations de Jean Fochivé : le chef de la police politique des Présidents Ahidjo et Biya*. Paris : Éditions Minsi.
- Fenkam, Frédéric. 2023. *Les révélations de Jean Fochivé : le chef de la police politique des Présidents Ahidjo et Biya*. Yaoundé : Les éditions du Muntu, 2e édition.
- Fogué Tedom, Alain. 2016. *Cameroun. Sortir le renseignement du maintien de l'ordre politique. En faire un outil stratégique*. Yaoundé : Éditions du Schabel.
- Foliard, Romain. 2008. « Renseignement et lutte contre le terrorisme: De la fin de la Guerre Froide jusqu'à nos jours ». Mémoire rédigée en vue de l'obtention du Master II en Études Stratégiques sous la direction de Stéphane Folcher et de François Géré, Institut français d'analyse stratégique, Université Paris 13.
- Frantz, Erica. 2018. *Authoritarianism: What Everyone Needs to Know*. Oxford: Oxford University Press.
- Frazier, Jendayi Elizabeth J. 1994. « *Sustaining Civilian Control: Armed Counterweights in Regime Stability in Africa* ». PhD dissertation, Stanford University.
- Gandhi, Jennifer, et Adam Przeworski. 2006. « Cooperation, Cooptation, and Rebellion Under Dictatorships ». *Economics and Politics* 18 (1): 1–26.
- Gandhi, Jennifer. 2008. *Political Institutions under Dictatorship*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Geddes, Barbara, Joseph Wright et Erica Frantz. 2018. *How Dictatorships Work: Power, Personalization and Collapse*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Geddes, Barbara. 2009. « How Autocrats Defend Themselves Against Armed Rivals ». Paper prepared for the American Political Science Association Annual Meeting, Toronto, Canada.
- Geoffroy, Romain, et Pierre Breteau. 2023. « Depuis 1950, près de cinq cents coups d'État tentés ou réussis, surtout en Amérique du Sud et en Afrique ». *Le Monde*, le 11 septembre. <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/09/11/depuis-1950-pres-de-cinq-cents-coups-d-etat-tentes-ou-reussis-surtout-en-amerique-latine-et-en-afrique_6188906_4355770.html> (consulté le 22 mai 2024).
- Gerschewski, Johannes. 2013. « The three pillars of stability: legitimation, repression, and co-optation in autocratic regimes ». *Democratization* 20 (1): 13–38.
- Hall, Peter A., et Taylor Rosemary. 1997. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique* 47 (3–4): 469–496.
- Harkness, Kristen A. 2016. « The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa ». *Journal of Conflict Resolution* 60 (4): 587–616.
- Harkness, Kristen A. 2017. « Military loyalty and the failure of democratization in Africa: how ethnic armies shape the capacity of presidents to defy term limits ». *Democratization* 24 (5): 801–818.
- Heungoup Ngangtcho, Hans De Marie. 2011. « Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces ». Mémoire rédigée en vue de l'obtention du Master II en gouvernance et politiques publiques sous la direction de Mathias Eric Owona Nguini, Université catholique d'Afrique centrale, Yaoundé, Cameroun.
- Horowitz, Donald L. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley: University of California Press.
- Johnson, Jaclyn, et Clayton L. Thyne. 2018. « Squeaky Wheels and Troop Loyalty: How Domestic Protests Influence Coups d'État, 1952–2005 ». *Journal of Conflict Resolution* 62 (3): 597–625.
- Kim, Nam Kyu, et Jun Koga Sudduth. 2021. « Political Institutions and Coups in Dictatorships ». *Comparative Political Studies* 54 (9): 1597–1628.

- Kposowa, Augustine J., et Craig Jenkins J. 1993. « The Structural Sources of Military Coups in Postcolonial Africa, 1957–1984 ». *American Journal of Sociology* 99 (1): 126–163.
- Lee, Terence. 2015. *Defect or Defend: Military Responses to Popular Protests in Authoritarian Asia*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Leman-Langlois, Stéphane. 2019. « Les techniques de surveillance ». Dans Cusson, Maurice, Olivier Ribaux, Etienne Blais, et Michel Max Raynaud (dir.), *Nouveau traité de sécurité. Sécurité intérieure et sécurité urbaine* (pp. 126–138). Québec : Éditions Hurtubise.
- Lindberg, Staffan I., et John F. Clark. 2008. « Does Democratization Reduce the Risk of Military Interventions in Politics in Africa? ». *Democratization* 15 (1): 86–105.
- Maerz, Seraphine F. 2020. « The Many Faces of Authoritarian Persistence: A Set-Theory Perspective on the Survival Strategies of Authoritarian Regimes ». *Government and Opposition* 55 (1): 64–87.
- Matthews, Austin S. 2022. « Don't Turn Around, Der Kommissar's in Town: Political Officers and Coups d'État in Authoritarian Regimes ». *Journal of Peace Research* 59 (5): 663–678.
- Mbarga Ndi, Valentin. 1993. *Ruptures et continuités au Cameroun*. Paris : L'Harmattan.
- McGowan, Patrick J. 2003. « African Military Coups d'État, 1956–2001: Frequency, Trends and Distribution ». *Journal of Modern African Studies* 41 (3): 339–370.
- Mebara Atangana, Jean-Marie. 2016. *Le secrétaire général de la présidence de la République au Cameroun : entre mythes, textes et réalités*. Paris : L'Harmattan.
- Morency-Laflamme, Julien, et Theodore McLaughlin. 2020. « The Efficacy of Ethnic Stacking: Military Defection during Uprisings in Africa ». *Journal of Global Security Studies* 5 (4): 695–702.
- Morency-Laflamme, Julien. 2017. « A Question of Trust: Military Defection during Regime Crises in Benin and Togo ». *Democratization* 25 (3): 1–17.
- Ngayap, Pierre Flambeau. 1999. *L'opposition au Cameroun. Les années de braise*. Paris-Montréal : L'Harmattan.
- Ngniman, Zacharie. 1993. *Cameroun. La démocratie emballée*. Yaoundé : Éditions CLÉ.
- Nkainfon Pefura, Samuel. 1996. *Du multipartisme au multipartisme*. Paris : L'Harmattan.
- Nkot, Pierre Fabien (dir.). 2018. *Dictionnaire de la politique au Cameroun, 2^e édition revue et augmentée*. Laval : Presses de l'Université de Laval.
- Ondoua, Antoine. 2013. *Sociologie du corps militaire en Afrique noire : le cas du Cameroun*, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Rennes.
- Pigeaud, Fanny. 2011. *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris : Karthala.
- Powell, Jonathan M., et Clayton Thyne. 2011. « Global Instances of Coups from 1950 to 2010: A New Dataset ». *Journal of Peace Research* 48 (2): 249–259.
- Powell, Jonathan M. 2012. « Determinants of the Attempting and Outcome of Coups d'État ». *Journal of Conflict Resolution* 56 (6): 1017–1040.
- Powell, Jonathan, Christopher Faulkner, William Dean et Kyle Romano. 2018. « Give them toys? Military allocations and regime stability in transitional democracies ». *Democratization* 25 (7): 1153–1172.
- Quinlivan, James T. 1999. « Coup-proofing: Its Practice and Consequences in the Middle East ». *International Security* 24 (2): 131–165.
- Roessler, Philip. 2011. « The Enemy Within, Personal Rule, Coups, and Civil War in Africa ». *World Politics* 63 (2): 300–346.
- Schedler, Andreas. 2013. *The Politics of Uncertainty: Sustaining and Subverting Electoral Authoritarianism*. Oxford: Oxford University Press.
- Schmidt, Vivien A. 2010. « Taking Ideas and Discourse Seriously: Explaining Change through Discursive Institutionalism as the Fourth New Institutionalism ». *European Political Science Review* 2 (1): 1–25.
- Sharp, Gene, et Bruce Jenkins. 2009. *L'anti-coup d'État*. Paris : L'Harmattan.
- Singh, Naunihal. 2014. *Seizing Power: The Strategic Logic of Military Coups*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Soboth, Jean-Marc. 2019. *Guerandi Mbara : le « colis » de Monsieur Biya. Tout ce qu'on vous a caché sur l'assassinat de l'ancien homme de main de Blaise Compaoré*. Québec: Les éditions afro-canadiennes.
- Sudduth, Jun Koga. 2017. « Coup Risk, Coup-proofing, and Leader Survival ». *Journal of Peace Research* 54 (1): 3–15.
- Sudduth, Jun Koga. 2020. « Who Punishes the Leader? Leader Culpability and Coups during Civil War ». *Journal of Conflict Resolution* 20 (10): 1–26.
- Talla, Blaise-Pascal. 2002. « Cameroun : Un coup d'État est-il possible ? ». *Jeune Afrique Économie* 336 (du 17 décembre 2001 au 13 janvier 2002) : 83–98.

- Taylor Brian D. 2003. *Politics and the Russian Army: Civil-military Relations, 1689–2000*. Cambridge: Cambridge University Press.
- The Economist Intelligence Unit. 2024. « Democracy Index 2023. Age of Conflict ». Report. <<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2023/>> (consulté le 22 mai 2024).
- Toha, Faustin. 2008. *Devoir de mensonges. Crise à l'ivoirienne*. Abidjan : NEI-CEDA.
- Touré, Marie-Amaëlle, et Antoine Willemin. 2023. « Chronologie : 20 ans de coups d'État en Afrique ». *Le Temps*. <<https://www.letemps.ch/monde/afrique/chronologie-20-ans-de-coups-d-etat-en-afrique>> (consulté le 12 octobre 2023).
- von Soest, Christian, et Julia Grauvogel. 2017. « Identity, procedures and performance: how authoritarian regimes legitimize their rule ». *Contemporary Politics* 23 (3): 287–305.
- Xu, Xu. 2021. « To Repress or to Co-Opt? Authoritarian Control in the Age of Digital Surveillance ». *American Journal of Political Science* 65 (2) : 309–325.

Pour citer cet article : Dongmo, Julio César. 2025. “La surveillance : un instrument d'évitement de l'intrusion militaire dans le champ politique camerounais.” *Revue canadienne de science politique* 1–19. <https://doi.org/10.1017/S0008423924000659>